



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 12 décembre 2024

L'inflation aurait décéléré pour le deuxième mois consécutif en novembre, atteignant son niveau le plus bas depuis mars dernier, à 4,55 % en glissement annuel.

LE CHIFFRE À RETENIR

+ 4,5 %

Taux d'inflation en
novembre 2024 en g.a.

Le taux d'inflation reste toutefois supérieur à la fourchette cible (3 % +/- 1 pp) de la Banque centrale du Mexique (Banxico), qui a récemment relevé ses prévisions d'inflation pour le dernier trimestre 2024 (4,7 %).

L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, s'est établie à 3,58 % g.a. enregistrant 22 mois consécutifs de décélération. Le taux d'inflation reste encore élevé dans la catégorie des services, à 4,90 % g.a., mais continue sa phase de lente décélération. L'inflation non sous-jacente aurait quant à elle désaccélééré à 7,60 % g.a. après avoir rebondi au mois d'octobre.

Pour rappel, d'après les dernières prévisions de Banxico, l'inflation devrait atteindre la cible de 3 % au dernier trimestre de 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Au cours des dix premiers mois de l'année, le Mexique a représenté 15,9 % du total des importations et des exportations de marchandises des États-Unis, consolidant ainsi sa place de premier partenaire commercial des États-Unis pour la deuxième année consécutive. Le Mexique est suivi par le Canada (14,4 %), la Chine (10,9 %), l'Allemagne (4,5 %) et le Japon (4,3 %). Les exportations cumulées du Mexique vers les États-Unis se sont élevées à 424,4 Mds USD, suivies par celles du Canada (343,8 Mds USD). En revanche, le Canada est resté la principale destination des ventes américaines à l'étranger (293,3 Mds USD) bien que la part mexicaine progresse avec des importations américaines totalisant 282,5 Mds USD. Pour rappel, le Mexique avait supplanté la Chine comme premier partenaire commercial des États-Unis en 2019, profitant de la guerre commerciale entre les deux pays, mais la Chine avait repris la tête en 2020, étant l'une des économies les moins touchées par la pandémie de Covid-19. Les trois principaux partenaires commerciaux des États-Unis sont confrontés à des défis en liens avec les menaces du président élu Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur tous les produits en provenance du Mexique et du Canada, ainsi qu'une taxe additionnelle de 10 % sur les importations chinoises.

Donald Trump, président élu des États-Unis, a annoncé la nomination de Ronald Johnson comme ambassadeur au Mexique à partir de janvier 2025. Ancien ambassadeur au Salvador et vétéran de l'armée, Johnson est également un ex-agent de la CIA avec une longue expérience en Amérique latine. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a salué cette désignation tout en réaffirmant que les relations bilatérales seront fondées sur le respect de la souveraineté nationale et l'égalité. Johnson succédera à Ken Salazar, qui a occupé ce poste sous l'administration Biden. Le futur ambassadeur sera chargé de renforcer le dialogue avec le Mexique sur des sujets sensibles, notamment la sécurité, le contrôle des flux migratoires et la lutte contre le trafic de fentanyl. Sur le plan économique, il devra également aborder les différends commerciaux et les droits de douane envisagés par Trump, qui pourraient avoir un impact sur les échanges bilatéraux.

Selon une étude de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), 27,3 % des entreprises mexicaines auraient été victimes d'un délit en 2023, soit 1,3 million d'unités économiques. Ce chiffre marque une augmentation par rapport à 2022 (24,6 %) mais reste inférieur aux niveaux observés lors de la dernière décennie. Parmi les délits les plus fréquents, l'extorsion arrive en tête, avec une prévalence de 1 744 incidents pour 10 000 entreprises, en hausse par

rapport à 2022. L'étude révèle que l'insécurité constitue une contrainte majeure pour les opérations des entreprises : 6 sur 10 identifient la criminalité comme leur principal défi. Les conséquences économiques sont lourdes, le coût total des délits s'élevant à 6,2 Mds USD soit 0,5 % du PIB mexicain selon l'INEGI. En moyenne, chaque entreprise affectée a dépensé 2 700 USD pour couvrir ses pertes et renforcer sa sécurité. Cependant, la propension à porter plainte reste faible : seulement 12,2 % des délits ont été signalés, en raison d'une méfiance généralisée envers les autorités (70 % considèrent la police municipale comme corrompue) et de procédures jugées trop longues. Parmi les victimes n'ayant pas porté plainte, 58,9 % invoquent des causes liées aux autorités, et 33,4 % estiment que cela ne vaut pas la peine. Enfin, l'enquête met en lumière des pratiques d'adaptation : 19,9 % des entreprises ont cessé ou réduit au minimum l'utilisation d'espèces pour limiter les risques liés à la criminalité.

La Confédération Patronale de la République Mexicaine (Coparmex) a alerté sur l'impact économique de la violence à Sinaloa, estimant que l'Etat clôturera 2024 avec la perte de 25 000 emplois formels et informels. Cette situation résulte de la montée de l'insécurité, aggravée par une sécheresse affectant le secteur agricole. Au moins 108 entreprises, principalement des micros, petites et moyennes entreprises, ont fermé à Culiacán et Mazatlán, entraînant des pertes économiques estimées à 0,9 Md USD. Ces fermetures, concentrées dans des centres commerciaux et des zones urbaines, témoignent de la difficulté croissante des entrepreneurs à maintenir leurs activités dans un contexte de violence prolongée. Le président de la Coparmex a appelé les trois niveaux de gouvernement à offrir des facilités aux entreprises, telles que des différés de paiement pour les impôts et services, afin de soutenir les employeurs et leurs salariés. Il a également souligné l'urgence de solutions structurelles pour pacifier la région et redynamiser son économie. Cette crise illustre les défis que pose la violence pour le tissu économique de Sinaloa, malgré les récents efforts gouvernementaux visant à renforcer la sécurité.

En octobre 2024, le Mexique a accueilli 3,72 M de touristes internationaux, enregistrant une augmentation de 15,9 % par rapport à octobre 2023, selon les données publiées par l'INEGI. Cette hausse constitue la plus forte progression mensuelle des 20 derniers mois. Les recettes touristiques ont également atteint un niveau record de 2,23 Mds USD, soit une croissance de 10,4 % par rapport à octobre 2023. Ce rebond met fin à trois mois consécutifs de baisse des revenus des touristes arrivant par voie aérienne, qui représentent 77 % du total. Ces voyageurs ont dépensé en moyenne 1 056 USD, un chiffre en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. Le dynamisme touristique est particulièrement notable dans les zones frontalières du nord, où les arrivées ont bondi de 33 %, tandis que les autres régions ont enregistré une croissance plus modérée de 3,6 %. Entre janvier et octobre 2024, le Mexique a accueilli 36,3 M de touristes internationaux, soit une augmentation de 7,2 % par rapport à la même période.

en 2023. Les recettes touristiques cumulées atteignent 26,5 Mds USD, en hausse de 6,8 % sur un an, confirmant la reprise soutenue du secteur.

Sectoriel

La Chambre des députés a approuvé à l'unanimité, mardi 10 décembre, la réforme du droit du travail pour les plateformes numériques (telles qu'Uber et Didi), établissant de nouveaux droits pour des travailleurs jusqu'ici en marge des protections légales et sociales. Environ 40 % des 650 000 livreurs et chauffeurs mexicains devraient désormais pouvoir bénéficier d'un accès complet à la sécurité sociale et aux droits du travail, tandis que les autres seront, au minimum, protégés contre les accidents du travail. Cette réforme, portée par Claudia Sheinbaum dès son premier jour de son mandat, vise à incorporer un nouveau chapitre à la Loi Fédérale du Travail (LFT), avec des règles spécifiques pour ce régime. Elle introduit des avancées significatives, comme une transparence accrue dans la gestion des algorithmes, la préservation de la flexibilité des horaires de travail, et l'instauration de nouveaux droits, notamment en matière de négociation collective et de syndicalisation. Les plateformes numériques devront également se conformer à des obligations renforcées, telles que la transparence des rémunérations et des conditions de travail, sous peine de lourdes sanctions en cas de manquements. Cette réforme marque une étape majeure vers une meilleure reconnaissance et protection des travailleurs des plateformes au Mexique.

Finances publiques

La Chambre des députés a approuvé des ajustements et la réaffectation de 2,2 Mds USD dans le cadre de l'adoption du volet sur les dépenses du budget 2025 (*Paquete Economico 2025*). Le budget alloué à l'éducation se verrait octroyé 858 M USD supplémentaires, dont 620 M USD pour les universités. Parmi les autres bénéficiaires des réaffectations l'Agence de la transformation numérique recevrait 154 M USD supplémentaire, le ministère de la Défense 44 M USD et les projets routiers 532 M USD. Les coupes budgétaires les plus importantes concerneraient le Pouvoir judiciaire (-70 M USD soit 16 % de son budget) et de l'Institut National Electoral (-65 M USD soit 33 % de son budget). Alors que l'INE sera chargé d'organiser les élections populaires des juges et magistrats du niveau fédéral, le coordinateur du parti au pouvoir (Morena) prévoit que sur les 1,3 Md USD restants de budget, 35 M USD pourront être consacrés à ces élections.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	12/12/2024
Bourse (IPC)	-0,16%	-5,30%	51289,74 points
Change MXN/USD	0,10%	16,70%	20,19
Change MXN/EUR	-0,61%	13,22%	21,20
Prix du baril mexicain	1,56%	-2,35%	65,19

Amérique centrale

Costa Rica

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a accordé deux prêts d'une valeur totale de 400 M USD au Costa Rica, l'un pour renforcer l'éducation et réduire la fracture numérique, et l'autre pour améliorer l'efficacité des dépenses sociales. Les deux prêts de 200 M USD sont à taux variable et d'une durée de 33,5 ans. L'un des prêts est destiné au ministère de l'Éducation publique (MEP) afin de renforcer l'alphabétisation, les compétences numériques et les compétences relatives à l'employabilité des élèves des écoles et collèges publics. L'autre est destiné au renforcement du Système national d'information et le Registre unique des bénéficiaires (Sinerube), qui permet de mesurer, simplifier et guider l'attribution des prestations sociales au Costa Rica.

Le Costa Rica remporte un différend commercial avec le Panama devant l'OMC concernant l'imposition d'obstacles à l'exportation de certains produits. Le Panama avait imposé des restrictions sur une dizaine de produits costariciens depuis 2019 comme le lait, la viande, l'ananas frais, les bananes et les fraises, et n'aurait pas renouvelé les permis sanitaires pour les usines de transformation des produits laitiers, de la viande d'origine bovine et porcine, entre autres. En l'absence de réponse des autorités panaméennes, le Costa Rica a demandé en

août 2021 la création d'un groupe spécial devant l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC. Le groupe d'experts mobilisé aurait rendu un rapport qui soutient les arguments du Costa Rica. A moins que le Panama ne fasse appel et sous réserve d'acceptation de ce jugement par l'ORD, le Panama devra prendre des mesures pour supprimer les obstacles mentionnés. Selon les données du ministère du Commerce extérieur (Comex), les exportations du Costa Rica vers le Panama auraient atteint 607,6 M USD en 2023, principalement grâce aux préparations alimentaires, aux médicaments, aux aliments pour animaux et aux produits en plastique.

El Salvador

La Banque de Développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a inauguré son bureau permanent à San Salvador et la Banque de Développement Interaméricaine (BID) a approuvé deux prêts au Salvador pour un montant de 190 M USD. A l'occasion de l'inauguration de ses nouveaux locaux, la CAF a rappelé que son portefeuille de projets approuvés au Salvador porte sur 1,3 Md USD, dans les secteurs aéroportuaire (notamment l'aéroport du Pacifique pour 328 M USD), câbles sous-marins, eau et assainissement, conversion de la dette, récupération des espaces publics, éducation et mobilité électrique. Quant aux deux prêts annoncés de la BID, ils seront destinés à l'efficacité énergétique des micros, petites et moyennes entreprises (130 M USD) et à leur transformation numérique (60 M USD).

Le président Bukele se réjouit de l'essor du bitcoin. Selon la présidence de la République, la valeur des avoirs en bitcoins du Salvador s'est accrue de près de 118 % et dépasse aujourd'hui 603 M USD. L'investissement initial du pays en bitcoin, de près de 270 M USD, permettrait une plus-value latente de plus de 344 M USD. Pour mémoire, le Salvador a été en septembre 2021, le premier pays à adopter le bitcoin comme cryptomonnaie dotée d'un cours légal.

Un total de 25 mini-projets sociaux et de développement sera financé par l'Inde. Les deux pays ont signé un accord qui permettra de soutenir le Salvador dans la mise en œuvre de 25 projets de développement, de montants pouvant atteindre 50 000 USD, au cours des cinq prochaines années, pour un total de 1,2 M USD sur la période. Ces projets porteront en particulier sur les secteurs des infrastructures, de l'éducation, de la santé et de l'assainissement.

Guatemala

Proposition de loi pour réglementer le marché des valeurs mobilières au Guatemala. Le projet de loi promu par la Banque centrale, le ministère de l'Economie, le Registre du marché des valeurs et des marchandises et la

Surintendance des Banques du Guatemala (SIB) porte en particulier la création d'une Commission nationale des valeurs mobilières. Le ministère des Finances (Minfin) et la Surintendance de l'administration fiscale (SAT) se sont associés à cette proposition. Au Guatemala, le marché des valeurs mobilières porte sur un volume moyen quotidien de 405 M USD, et compte 164 émetteurs de dette et 20 émetteurs d'actions. En termes de collecte de fonds, la bourse du Guatemala (Bolsa de Valores Nacional – BVN) a au total lancé 4 996 appels d'offres publics, et enregistré 105,4 Mds GTQ (13,7 Mds USD) pour le ministère des Finances et 316,3 Mds GTQ (41 Mds USD) pour la Banque centrale ; les émetteurs privés ont pour leur part levé un total de 51 Mds GTQ (6,6 Mds USD).

Des accords de principe ont été signés pour un projet de voie express entre la capitale et l'Atlantique et pour un aéroport à Sololá. Les maires de Guatemala City et de Fraijanes (à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale) entendent réactiver le projet, datant de 2016, de Via Express Nororiental, qui relierait la Carretera El Salvador à la route de l'Atlantique, pour un investissement de l'ordre de 310 M USD, et pour lequel est envisagée la mise en place d'un partenariat public-privé (PPP). Par ailleurs, le directeur de l'Institut guatémaltèque du Tourisme (Inguat), Harris Whitbeck, a signé un accord avec le maire de Sololá (commune proche du lac Atitlán) pour la réalisation d'études de faisabilité d'un aéroport dans le département. Inguat financera des études de pré-faisabilité et la conception du plan directeur, qui seront réalisées au cours du premier semestre 2025.

Honduras

Suite à la mission du FMI au Honduras dans le cadre de la revue de programmes en cours, environ 198 M USD ont été décaissés. Le Conseil d'administration du FMI a conclu les première et deuxième revues des accords passés avec le Honduras au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC), mettant en avant la résilience de l'économie hondurienne face notamment aux chocs externes et climatiques. Le Fonds a également reconnu les efforts des autorités pour normaliser leurs politiques monétaires et de change dans le cadre du régime de parités à crémaillère, tout en maintenant une prudence budgétaire. Ses conclusions recommandent en particulier le renforcement de l'exécution du budget, la réforme du secteur de l'énergie et une mise en œuvre proactive des politiques monétaires et de change.

La Banque de Développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) approuve 151 M EUR pour un projet routier au Honduras. Le projet concerne l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de 24 km (entre Chamalecón et Naco) de la route qui relie San Pedro Sula à l'ouest du pays. Cette artère permet en particulier de connecter Puerto Cortés, principal port du pays, au Guatemala et au Salvador.

Nicaragua

Les exportations à septembre 2024 se maintiennent au niveau de 2023. Le montant des exportations du pays sur les neuf premiers mois de l'année a augmenté de 0,1 % seulement par rapport à la même période en 2023, pour atteindre 5,8 Md USD, avec notamment une baisse des ventes de produits agricoles (café, bétail, haricots, sésame, crevettes, thon, concombre de mer, produits laitiers, rhum, etc.).

La Russie approuve un projet d'accord intergouvernemental de coopération militaire avec le Nicaragua. Le projet prévoit notamment l'échange d'informations sur les questions militaires d'intérêt mutuel, l'échange d'expériences et la coordination des efforts des deux pays pour faire face aux défis et menaces qui pèsent sur la sécurité et la stabilité régionales et mondiales. Il prévoit également une collaboration dans le cadre des organisations et des forums internationaux sur la sécurité.

Panama

Selon les deux agences de notation Fitch Ratings et Moody's, dans leurs dernières actualisations du rating de Panama, le déficit budgétaire 2024 devrait approcher voire dépasser les 6 % du PIB du fait de la baisse des recettes courantes. Ceci alors que les dernières prévisions du gouvernement étaient de 4,5 %. Fitch et Moody's alertent sur le défi auquel le pays pourrait faire face en 2025 en raison de l'incapacité du gouvernement à faire approuver un budget d'économies. Selon les deux agences, il est indispensable de réduire le déficit, prévu entre 6,1 % et 6,3 % à la fin 2024, en gérant plus efficacement les dépenses.

Le Panama est officiellement devenu membre associé du Mercosur lors du 65ème sommet des chefs d'Etats du Marché commun à Montevideo. Les avantages présentés par le gouvernement panaméen d'une future adhésion entière à cette zone de libre-échange de 271 millions d'habitants seraient notamment de diversifier ses marchés et filières agricoles d'exportation (café, huile de jojoba, lait, poivre, produits de boulangerie et pâtisserie...) et surtout de renforcer sa position de plaque tournante logistique en facilitant l'entrée des produits du Mercosur sur les marchés d'Amérique centrale et des Caraïbes grâce à sa plateforme commerciale stratégique (zone franche de Colon, réseau de ports et d'aéroports, Canal de Panama...).

Selon l'Association internationale du transport aérien (IATA), le transport aérien au Panama générerait directement 22 800 emplois et 1,2 % du PIB et indirectement plus de 193 800 emplois et 8,2 % du PIB grâce notamment à l'expansion de la chaîne d'approvisionnement, les dépenses des employés et les activités touristiques. Un autre indicateur mis en évidence par l'IATA est

l'importance du transport de fret aérien au Panama qui s'est élevé en 2023 à 120 100 tonnes, soutenant les volumes totaux d'importation et d'exportation du pays.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a dévoilé un plan d'investissement d'1 Md USD pour le secteur du tourisme, destiné à transformer le paysage économique du pays au cours des trois prochaines années. Selon le Premier ministre, en 2025, le pays devrait se concentrer sur quelques projets tels que des centres de villégiature de luxe, de meilleures infrastructures et sur des initiatives visant à autonomiser les entrepreneurs locaux. Le développement des infrastructures pourrait notamment jouer un rôle essentiel dans le soutien de la croissance du tourisme. L'aéroport international de Barbuda, récemment inauguré, pourrait faire l'objet d'une nouvelle expansion en 2025. La piste prolongée de l'aéroport viserait à améliorer la connectivité du pays et consolider son statut de destination de luxe.

Cuba

De nouvelles règles du jeu pour le secteur privé : un pas en arrière. Une résolution publiée par le gouvernement cubain impose de nouvelles mesures pour organiser la commercialisation en gros et au détail par des acteurs économiques non étatiques. En vigueur depuis le 5 décembre, la nouvelle réglementation oblige les micro, petites et moyennes entreprises (Mipymes) à passer par les structures d'État pour le commerce de gros et interdit explicitement aux travailleurs indépendants de participer à ce type d'activité. Les sociétés concernées devront ainsi liquider leurs stocks et leurs marchandises destinés au commerce de gros dans un délai maximal de 120 jours ouvrables à compter de l'entrée en vigueur de la résolution. La mesure, qui s'inscrit dans la nouvelle politique de « redressement » de l'activité privée à Cuba entamée récemment par le gouvernement, a été mal accueillie par la population. En effet, d'après plusieurs économistes, cette résolution viserait à remonopoliser l'offre de gros et à réduire la concurrence privée, transformant les mipymes en clients des entreprises d'État. Cela, dans le contexte actuel, risque d'accroître l'inflation et aggraver la pénurie chronique sur l'île.

Haïti

Crise de l'emploi au Parc Industriel de Caracol. La situation au Parc Industriel de Caracol (PIC) en Haïti est marquée par une crise de l'emploi importante due à la fermeture partielle ou totale de plusieurs usines. Des entreprises telles que S&H Global et Mas Akansyèl S.A. ont annoncé des licenciements massifs en raison de la baisse des commandes internationales, des perturbations économiques mondiales et de l'instabilité socio-économique locale. Ces décisions affectent particulièrement les femmes, majoritaires dans ces secteurs, et aggravent les défis socio-économiques dans le nord-est du pays. Cette situation de pertes d'emplois pose un risque sérieux pour les moyens de subsistance des familles locales et pour l'économie de la région.

Jamaïque

Selon la Banque Centrale de Jamaïque, le système financier national est demeuré stable au cours du troisième trimestre. Cette stabilité s'inscrirait dans un contexte de modération générale de l'inflation, qui aurait atteint 4,9 % en octobre 2024 en g.a., et d'assouplissement de la politique monétaire sur la période. Toutefois, les conditions de crédit auraient continué à se resserrer au cours du trimestre, en raison de l'impact différé des décisions de politique monétaire antérieures. L'économie jamaïcaine a été affectée par le passage de l'ouragan Beryl en juillet 2024, mais tous les indicateurs indiquent un impact assez modéré sur la production et les prix. Malgré le contexte globalement favorable, la Banque Centrale estime que plusieurs risques pourraient nuire à la rentabilité des institutions financières à l'avenir : une escalade des tensions géopolitiques mondiales, une réduction plus lente que prévu de l'inflation... Cependant, les résultats des tests de résistance indiqueraient que les réserves de fonds propres des sous-secteurs financiers restent suffisantes pour absorber les chocs macrofinanciers envisagés.

République Dominicaine

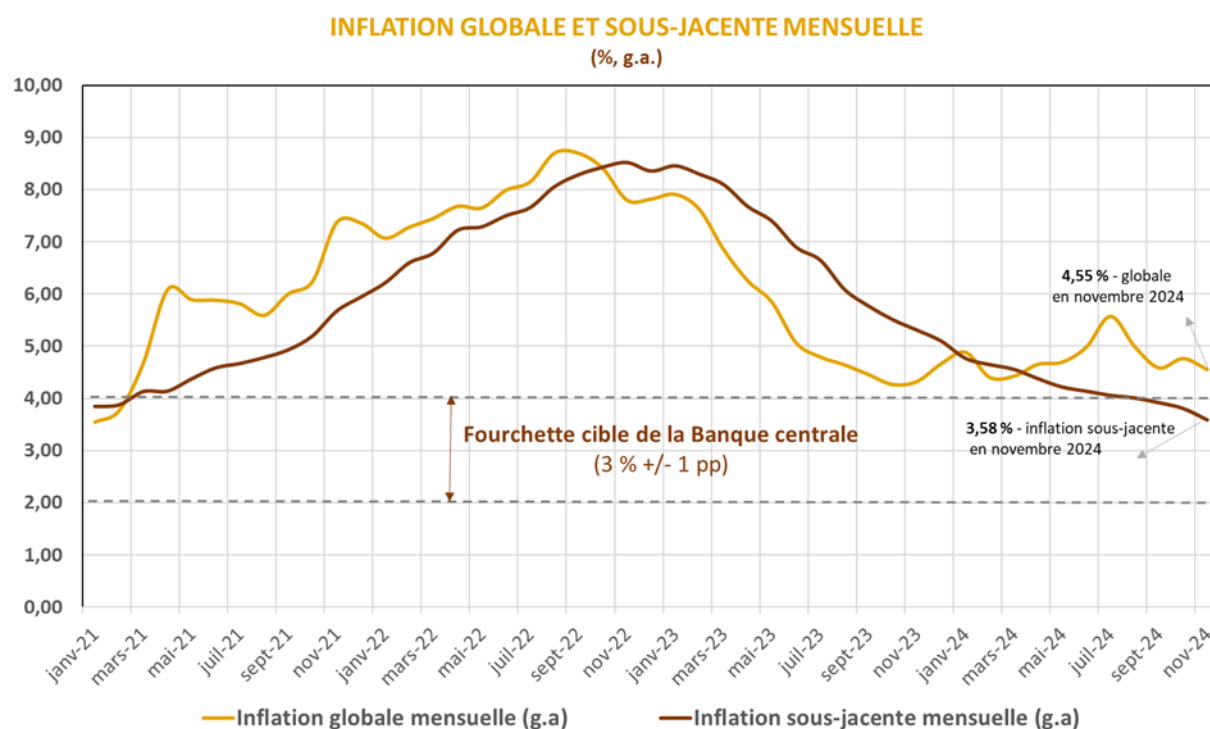
La Banque centrale de la République Dominicaine (BCRD) a élargi l'accès au crédit pour les micro, petites et moyennes entreprises (Mipymes) en les incluant parmi les bénéficiaires, à hauteur de 2 Mds DOP (31 M EUR), des 35,3 Mds DOP (547 MEUR) libérés de sa réserve légale. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à stimuler le secteur productif, renforcer l'inclusion financière et promouvoir la création d'emplois. Les fonds seront disponibles sous forme de prêts à un taux annuel maximal de 9 %, avec une priorité accordée aux entreprises n'ayant pas encore accédé au système financier formel. Cette mesure reflète l'engagement de la BCRD à accompagner le développement économique dans un contexte où le financement des Mipymes joue un rôle clé dans la croissance nationale.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

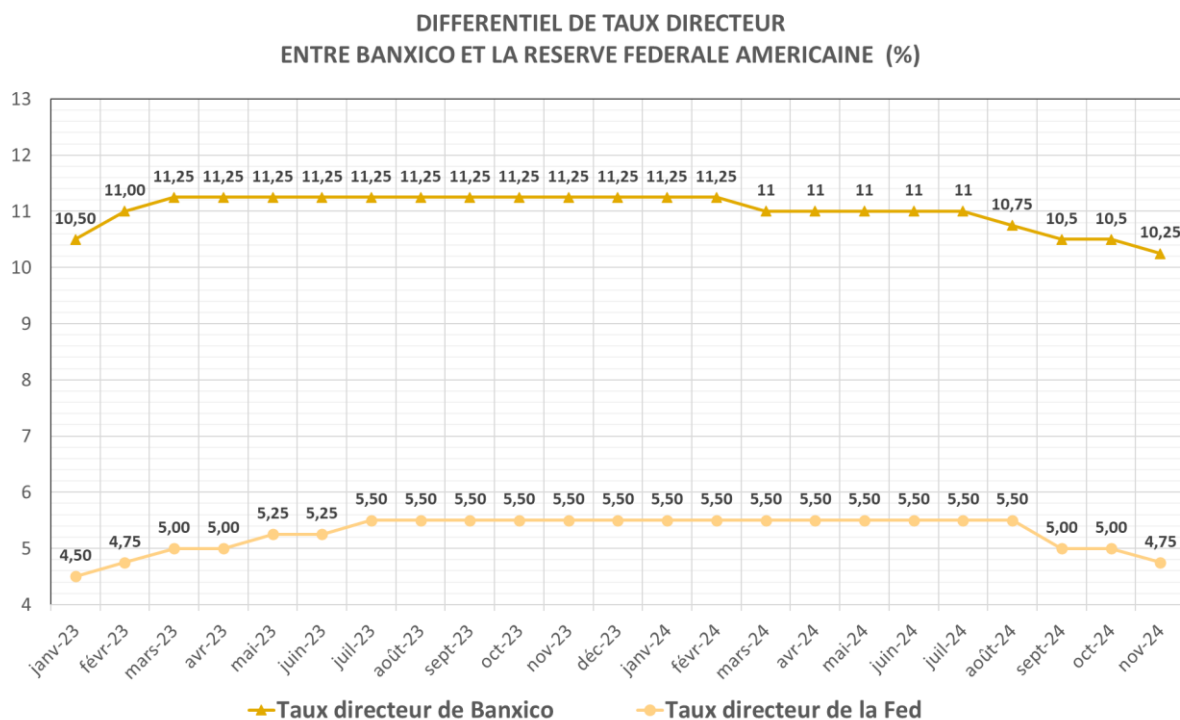
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,25%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,00%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –



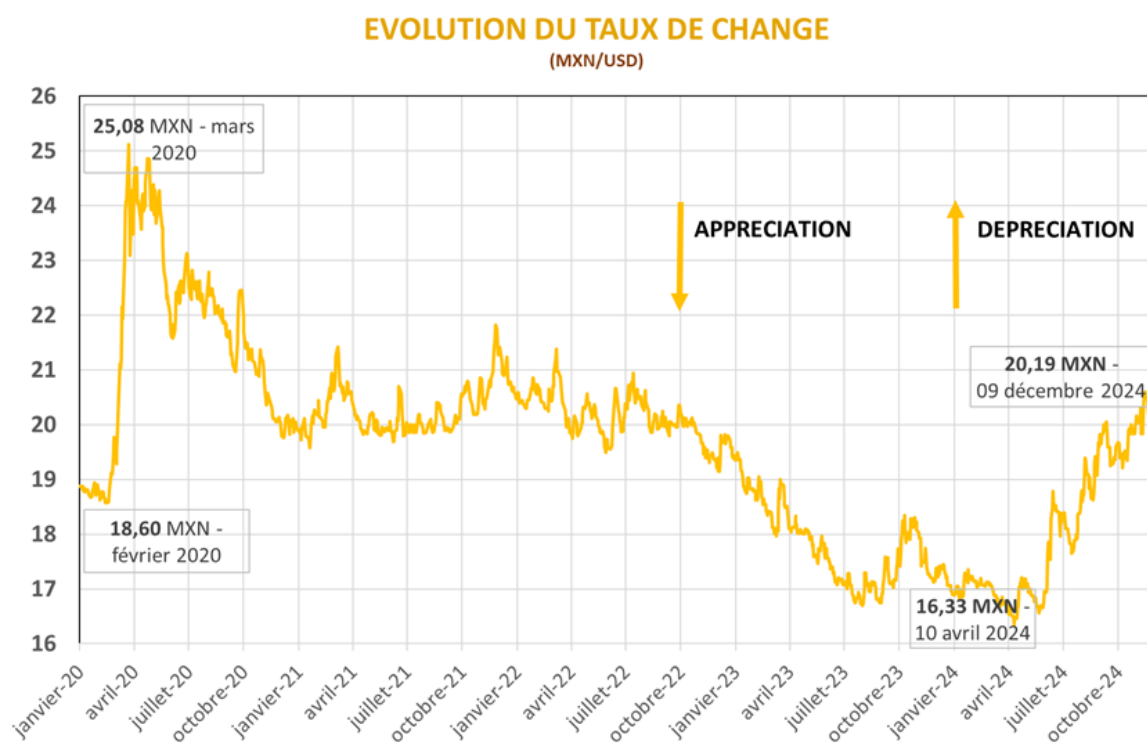
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



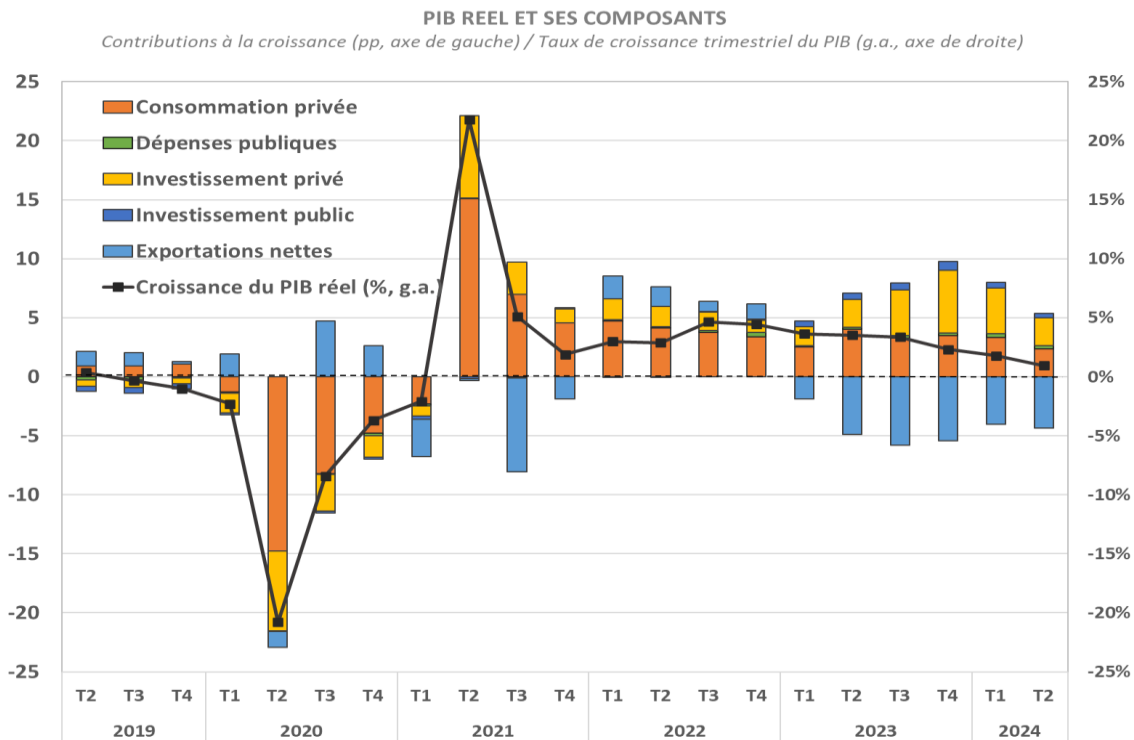
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550
oct-24	10,5	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550

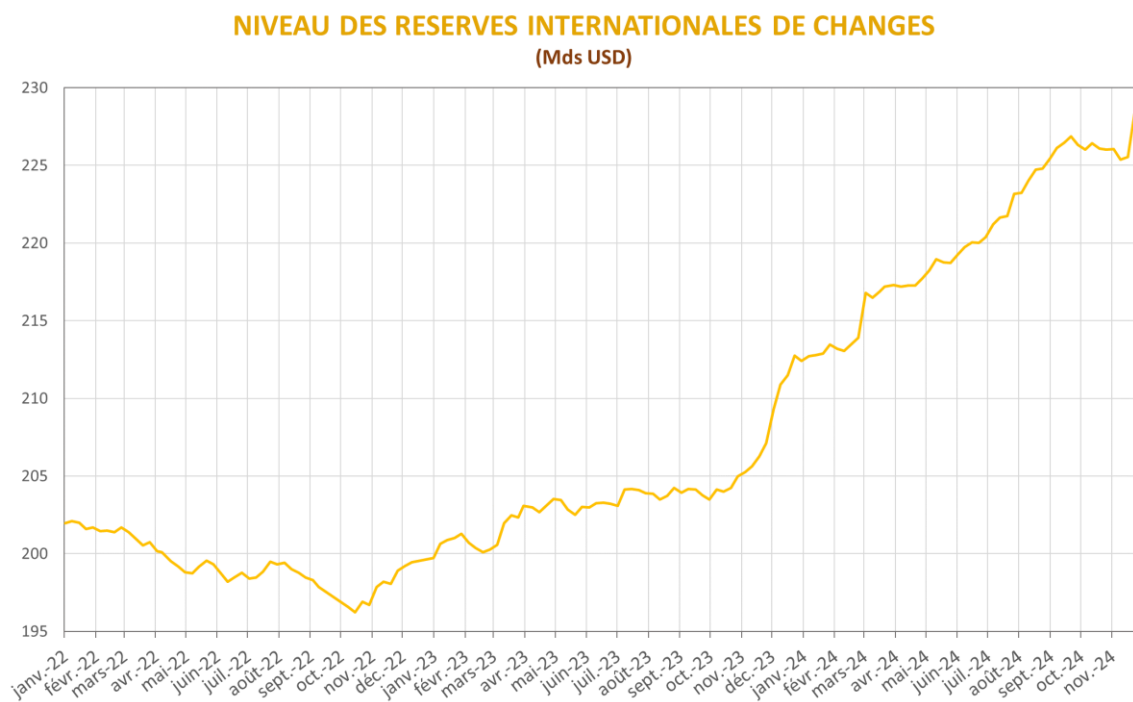
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtrésor.gouv.fr